

## Résumé du rapport :

### *Alléger le fardeau: en ces temps de crises, l'aide européenne est plus importante que jamais*

#### 1. L'initiative et le rapport AidWatch Initiative

AidWatch est une initiative de CONCORD, la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement. Cette initiative surveille de façon constante les progrès de la qualité et la quantité de l'aide fournie par les Etats membres européens et la Commission européenne (CE) et développe un plaidoyer politique. Le réseau AidWatch est un groupe actif d'experts de la société civile des 27 Etats membres, travaillant ensemble pour tenir responsables les Etats membres de leurs promesses en matière de qualité et de quantité de l'aide.

Un des aspects majeurs de la campagne est le rapport AidWatch publié en mai chaque année qui analyse la qualité et quantité de l'aide des 27 Etats membres et de la Commission européenne. Pour la 4<sup>ème</sup> fois, les ONG de Développement des 27 Etats membres ont produit ensemble ce rapport AidWatch.

#### 2. Principaux messages du rapport 2009 AidWatch

- **Performance générale de l'Union européenne en matière d'aide officielle:** En 2008, l'Europe a dédié 0,40% de son revenu national brut (RNB) à l'aide. Bien que cela représente une augmentation de 4 milliards €, en réalité, 20 milliards d'euros supplémentaires sont nécessaires au cours des deux prochaines années pour remplir les promesses d'aide faites par l'Union européenne. Si la tendance actuelle se poursuit, 10 pays européens au maximum atteindront leurs objectifs en 2010 en matière d'aide (voir les engagements ci-dessous). Cela signifie que l'Europe n'est pas en bonne voie de fournir les 0,7% du RNB d'aide d'ici 2015, promesse qu'elle a faite en 2002.
- **Aide gonflée:** les chiffres officiels de l'aide dissimulent des quantités importantes « d'aide gonflée ». Sur les 50 milliards d'euros que les gouvernements européens ont alloués au titre de l'aide au développement en 2008, près de 5 milliards d'euros sont, en fait, une annulation de dettes, 2 milliards d'euros sont des coûts liés à l'accueil d'étudiants étrangers et près de 1 milliard d'euro des coûts liés aux réfugiés. Lorsque ces chiffres sont soustraits des chiffres officiels de l'Aide publique au Développement (APD), l'aide européenne pour 2008 ne s'élève qu'à 0,34% du RNB global de l'Union européenne, bien loin de l'objectif de 0,56% à atteindre en 2010.
- **Les milliards manquants:** les pays européens vont échouer à fournir €39 milliards d'aide au développement entre 2006 et 2010 aux pays en développement, à cause des pratiques de « gonflement » artificiel de l'aide et du mauvais ciblage des objectifs.
- **Qualité de l'Aide:** en dépit de toutes les réformes promises au Sommet à Haut niveau d'Accra en 2008, aucun changement significatif n'a été observé et la plupart des donateurs ne parviennent pas à mettre en œuvre leurs engagements. L'aide continue d'être orientée par des bailleurs de fonds en fonction de leurs propres priorités, ce qui déforce l'équilibre du pouvoir et l'appropriation des processus de l'aide par les pays en développement. Bien des questions essentielles à l'efficacité de l'aide telles que l'égalité entre les genres et la transparence sont depuis longtemps sur la liste des préoccupations des pays en développement, mais celles-ci ne sont pas pleinement prises en compte. Les principaux problèmes sont les suivants:
  - l'aide liée aux biens et aux services du pays donneur
  - l'aide n'est pas prévisible
  - les donateurs continuent à lier l'aide au développement à des conditions économiques préjudiciables à cette aide.

- peu de transparence des bailleurs de fonds européens
- l'aide comprend trop d'Assistance Technique. Cette aide est pilotée par les donateurs et pauvrement mise en œuvre.
- une aide qui est de plus en plus utilisée comme un outil politique ne visant pas la réduction de la pauvreté
- **L'aide en ces temps de crises:** les crises financière et alimentaire et la récente crise des prix de l'énergie ont eu un impact dévastateur sur les pays pauvres. Mais il est encore temps de prendre des mesures décisives. Aujourd'hui, l'aide est plus importante que jamais. En ces temps de crise mondiale, l'Europe a la possibilité unique d'avoir un impact énorme sur la vie des plus pauvres du monde et de laisser un héritage de développement qui renverse le cercle vicieux de la pauvreté des familles démunies.

### 3. AidWatch demande aux gouvernements européens de :

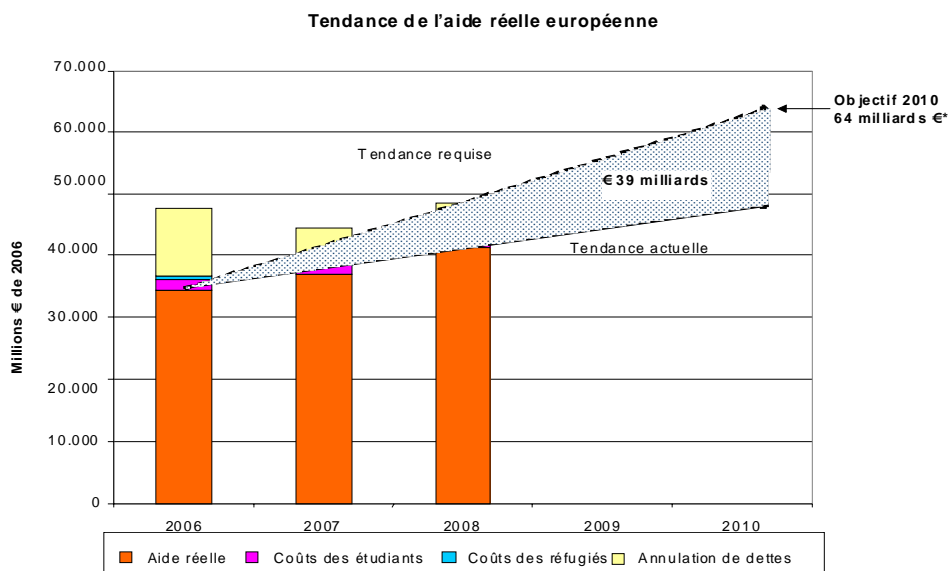
- Atteindre les objectifs quantitatifs de 2010 et de 2015 d'aide européenne en termes de ressources véritable d'aide et faire en sorte qu'il n'y a plus d'autres réductions des budgets d'aide à cause à la crise financière.
- Convenir de calendriers contraignants d'année en année qui montrent comment les gouvernements européens vont atteindre les engagements d'aide.
- Arrêter le gonflement des budgets d'aide par l'annulation de dettes, l'incorporation des coûts liés aux réfugiés et aux étudiants.
- Arrêter de négocier un l'élargissement de la définition de l'Aide Publique au Développement afin de pouvoir y inclure des éléments qui ne sont pas de l'aide au développement, tels que le financement du changement climatique, la sécurité ou les migrations.
- Démontrer les progrès faits au niveau européen et international pour atteindre les objectifs d'efficacité de l'aide internationale par la mise en œuvre des objectifs du Plan d'Action d'Accra et de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.
- Mettre en pratique leurs engagements de mettre de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes au centre de la coopération au développement.
- Montrer comment toutes les politiques européennes sont mises en cohérence avec les objectifs de développement, y compris dans les domaines cruciaux du commerce, du changement climatique, des migrations et de la sécurité alimentaire.
- Veiller à ce que les progrès liés aux promesses d'aide aillent de pair avec la réforme du système financier international et du système économique et s'attaquent à des failles qui ont un impact important sur les pays pauvres.

### 4. Les promesses d'aide européenne

	% APD/RNB	Quand
<b>Objectif collectif de l'UE</b>	0.56%	2010
<b>EU – 15</b>	0.51%	2010
	0.7%	2015
<b>EU – 12</b>	0.17%	2010
	0.33%	2015
Pays ayant les objectifs les plus ambitieux		
Belgique	0.7%	2010
Danemark	0.8%	2010
Espagne	0.7%	2012
Irlande	0.7%	2012
Luxembourg	1%	2010
Pays-Bas	0.8%	2010
Royaume-Uni	0.7%	2013
Suède	1%	2006
Pays ayant refus à la baisse leurs promesses		
Estonie	0.1%	2010
Grèce	0.35%	2010
Lettonie	0.1%	2010

## 5. Aide fournie par les gouvernements européens

	Aide réelle	Aide déclarée officiellement
2006	€34 milliards	€47.5 milliards
2007	€38 milliards	€46 milliards
2008	€42 milliards	€50 milliards



\* Cet objectif de €64 milliards prend en compte les calculs de l'OCDE révisant à la baisse les volumes d'aide en raison de l'impact de la crise financière sur les économies européennes.

Source: calculs de CONCORD basés sur une base de données en ligne de l'OCDE, OCDE (2009), de la Commission européenne (2009) et une base de données en ligne d'Eurostats.

## 6. L'inflation de l'aide, pays par pays

Pays	Aide réelle % RNB	Total APD (€m)	Aide gonflée (€m)	Aide réelle (€m)	Atteindront-ils leur objectif de 2010 sans gonfler l'aide?
Luxembourg	0.92%	283	0	283	Probablement
Suède	0.90%	3286	260	3026	Peu probablement
Danemark	0.78%	1941	100	1841	Peu probablement
Pays-Bas	0.75%	4848	341	4507	Oui
Irlande	0.58%	918	4	914	Peu probablement
Belgique	0.43%	1651	165	1486	Non
Finlande	0.42%	790	13	777	Oui
Espagne	0.41%	4635	296	4339	Probablement
Royaume-Uni	0.41%	7919	454	7465	Probablement
France	0.30%	7596	1773	5823	Non
Allemagne	0.28%	9644	2521	7123	Non
Portugal	0.24%	425	39	386	Peu probablement
Autriche	0.20%	1165	608	557	Non
Grèce	0.17%	480	79	401	Non
Italie	0.16%	3081	639	2442	Non
Lituanie	0.13%	41	0.2*	40.8	Probablement
Slovénie	0.12%	51	7	44	Non
République tchèque	0.09%	146	27	119	Peu probablement
République slovaque	0.07%	65	21	44	Non
Lettonie	0.06%	14	0.4*	13.6	Non
Roumanie	0.06%	94	6*	88	Non

Pays où les méthodes de comptage limitent la possibilité d'analyser le gonflement de l'aide			
	APD en % du RNB	Total APD	
Chypre	0.17%	27	Probablement
Malte	0.11%	6	Peu probablement
Estonie	0.09%	14	Peu probablement
Hongrie	0.07%	72	Peu probablement
Pologne	0.08%	264	Non
Bulgarie	0.04%	13	Non

\*Les chiffres réels pourraient être plus élevés

Source: calculs de CONCORD basés sur l'OCDE (2009), CE (2009) et l'information fournie par les plateformes nationales

## 7. Transparence de l'Aide dans l'Union européenne

	Transparence globale *	Quels sont les principaux problèmes
Belgique	Bonne	Les conditions politiques de décaissement ne sont pas divulguées
Danemark	Bonne	Non divulgation des conditions politiques, insuffisance des délais pour la consultation sur les informations disponibles
Estonie	Bonne	Aucun mécanisme d'évaluation mis en place
Irlande	Bonne	Les informations devraient être mises plus facilement à la disposition des pays partenaires
Pays-Bas	Bonne	Niveau de détail des informations disponibles encore insuffisant
Suède	Bonne	Information fournie par le CAD de l'OCDE peu accessible
Royaume-Uni	Bonne	Certaines informations ne sont pas systématiquement mise à disposition et les conditions politiques restent confidentielles
Autriche	Moyenne	L'information n'est pas publiée en temps voulu, et les documents clés tels que les politiques d'aide ou des accords financiers ne sont pas disponibles
Chypre	Moyenne	Pas assez d'information sur les évaluations de l'aide, les procédures et les conditions de passation de marchés publics
République tchèque	Moyenne	Aucune information fournie à l'avance et pas d'évaluation de rapports disponibles
Finlande	Moyenne	Le gouvernement a pris d'importantes décisions en matière de politique de développement sans réellement mener de consultations.
France	Moyenne	Les informations sont fournies de telle manière qu'elles ne sont pas comparables à d'autres sources, les conditions politiques ne sont pas dévoilées.
Allemagne	Moyenne	Pas assez d'information disponible sur les flux d'aide, les procédures de passation de marché publics et les évaluations de l'aide
Lituanie	Moyenne	Peu d'information détaillée disponible et peu d'information fournie ex-ante
Luxembourg	Moyenne	Aucune voie de requête formelle pour demander et obtenir de l'information, l'information sur les conditions de la politique ne sont pas disponible
Pologne	Moyenne	Pas assez d'information et insuffisamment détaillée
Portugal	Moyenne	L'information sur l'aide n'est pas centralisée et l'information détaillée ne peut être obtenue que des ministères et départements individuels
Espagne	Moyenne	L'information fournie au public n'est pas assez détaillée et n'est valable qu'en espagnol, ce qui pose un problème pour sa compréhension par les bénéficiaires
Italie	Faible	Pauvre collecte de l'information au niveau national et peu d'information disponible
Grèce	Faible	L'accès général à l'information est faible et de se fait pas d'une manière régulière et à temps voulu.
Lettonie	Faible	La transparence est faible et à besoin d'être améliorée, en particulier en ce qui concerne l'aide bilatérale
Bulgarie	Très faible	L'information est très pauvre et il n'y a pas de mécanismes pour une divulgation automatique
République slovaque	Très faible	L'information est très pauvre et il n'y a pas de mécanismes pour une divulgation automatique
Slovénie	Très faible	L'information est très pauvre et il n'y a pas de mécanismes pour une divulgation automatique

\* Basé sur un indice compilé grâce à des questionnaires remis aux plates-formes nationales d'ONG. Aucune donnée n'est disponible pour la Hongrie, Malte et la Roumanie.

## 8. Questions & Réponses

### a) Pourquoi l'aide au développement est-il si important en 2009 ?

2009 a toujours supposé être une année importante pour l'aide. C'est l'année juste avant que les gouvernements européens ne doivent atteindre l'objectif à mi-parcours d'allouer 0,56% de leur RNB à l'aide aux pays en développement. C'est un indicateur de progrès très clair. Et pourtant, l'année dernière a vu une infime hausse du budget d'aide annoncé, l'inflation a continué, et maintenant, des coupures en matière d'aide ont été annoncées par quatre gouvernements européens : l'Italie, l'Irlande, la Lettonie et l'Estonie - ce qui pave la voie pour d'autres donateurs européens une année plus cruciale que jamais pour l'aide.

## **b) Qui a-t-il de nouveau dans ce rapport ?**

Cette année l'importance de l'aide est plus grande que jamais. 2009 a vu la plus grande crise financière mondiale survenir depuis des décennies et l'impact a été le plus dur pour les plus vulnérables. Même dans ces circonstances, les gouvernements européens ne respectent pas leurs promesses faites aux pauvres du monde et aux citoyens de leur propre pays. Le rapport de cette année montre que collectivement, l'Europe n'aura pas fourni 39 milliards de l'aide promise aux pays en développement entre 2006 et 2010.

Il y a aussi un fort gonflement de l'aide et de grandes questions se posent sur le manque de progrès en matière de la qualité de l'aide réalisé par les gouvernements européens, en dépit de leurs belles paroles et des promesses faites lors d'une conférence internationale de haut niveau l'année dernière.

## **c) D'où vient ce chiffre de 39 milliards ?**

C'est la somme du manque à recevoir par les pays en développement, cumulée en comptant les années 2006 à 2010 sur base de la promesse des gouvernements européens d'allouer 0,56 % du RNB à l'aide.

## **9. Principaux faits et chiffres:**

### **Sur la pauvreté:**

- Près de 40% de la population mondiale vit avec moins de 2 \$US par jour. <sup>i</sup>
- Plus de 2,6 milliards de personnes, soit plus de 40 % de la population mondiale, n'a pas accès à services d'assainissement de base, et plus d'un milliard de personnes utilisent encore de l'eau insalubre.
- Les femmes représentent actuellement 70 % de ceux vivant dans la pauvreté et les deux tiers des analphabètes du monde. <sup>ii</sup>
- Les femmes dans les pays pauvres, assurent la production de plus de 60% de la nourriture mais possèdent moins de 2% de la terre. <sup>iii, iv</sup>
- Chaque année, six millions d'enfants meurent de malnutrition avant leur cinquième anniversaire. <sup>v</sup>
- Autour de 27-28 % de tous les enfants dans les pays en développement souffrent d'une insuffisance pondérale ou d'un retard de croissance. <sup>i</sup>

### **Sur les chiffres de l'aide européenne:**

- Si les tendances actuelles demeurent inchangées, les pays européens n'auront pas réussi à fournir d'ici à 2010, 39 milliards d'euro comme promis aux pays en développement en raison de leurs pratiques de gonflement de l'aide et par manque de ciblage des objectifs officiels. Ce montant représente plus de deux fois l'économie estonienne, et serait suffisant pour augmenter d'un quart le revenu journalier de 380 millions d'Africains vivant dans la pauvreté absolue.
- Le 18 février, les économies avancées se sont engagés à soutenir le secteur financier, avec un maximum de 43% de leur RIB. C'est plus de 100 fois la moyenne européenne des niveaux d'APD pour 2008 (0,40%). Plus de 150 milliards \$ ont été mobilisés pour la Northern Rock et Dexia seul, soit plus du double du montant de l'aide de l'UE en 2008.
- L'an dernier, l'Europe a fourni 0,40% de leur RIB à l'APD. Bien que cela représente une augmentation de 4 milliards € en 2007, dans la réalité, il faudrait une augmentation de plus de 20 milliards € au cours des deux prochaines années pour que l'Union européenne atteigne ses objectifs en matière d'aide.

### **Sur l'efficacité de l'aide européenne:**

- La Commission européenne a elle-même souligné que la perte résultant en la non application de l'agenda de l'efficacité de l'aide représente la somme énorme de 5 à 7 milliards d'euros par an.

### **Sur la crise financière et alimentaire:**

- L'an dernier, à la suite des crises alimentaire et des prix de l'énergie, le nombre de personnes souffrant de faim extrême a augmenté pour la première fois en deux décennies, à hauteur de 100 millions de personnes (soit une augmentation de plus de 10%). <sup>vi</sup>
- La Banque Mondiale prédit que les pays en développement font devoir faire face à un déficit de financement des USA de 270 à 700 milliards de dollars suite à la crise. <sup>vii</sup>

- Un des premiers impacts de la crise sur les pays en développement a été l'effondrement des prix dont une grande partie de leur activité économique dépend. Ces derniers mois, l'emploi a été durement touché: la Sierra Leone a renvoyé chez eux 90% de ses travailleurs du diamant<sup>viii</sup> et en Zambie, un quart des emplois dans les exploitations minières du cuivre ont disparus.<sup>ix</sup>
- La Banque mondiale estime que pour la seule année 2009, la crise financière pourrait entraîner la mort de 200.000 à 400.000 enfants de moins de cinq ans, et si elle continue de plus résulter en plus de 2,8 millions de décès infantiles d'ici à 2015.<sup>x</sup>

## 10. Contacts

**Jasmine Burnley**, Coordinatrice de l'initiative AidWatch  
[jasmine.burnley@concordeurope.org](mailto:jasmine.burnley@concordeurope.org) - Tel: +32 (0)2 743 87 64

**Javier Pereira**, auteur du rapport AidWatch 2009  
[aidwatch@concordeurope.org](mailto:aidwatch@concordeurope.org) - Tel: +32 (0)2 743 8761

**Laura Sullivan**, en charge du groupe Media de AidWatch, et chargée des medias à ActionAid  
[laura.sullivan@actionaid.org](mailto:laura.sullivan@actionaid.org) - Tel: +32 (0) 25032422

<sup>i</sup> Shah, A. (2009) Faits et Statistiques de la pauvreté. Disponible sur: <http://www.globalissues.org/article/26/poverty-facts-and-stats>

<sup>ii</sup> FNUAP (2008) État de la population mondiale 2008. United Nations World Population Fund, New York

<sup>iii</sup> Heyzer, N. (2003) Promotion d'une approche intégrée du développement rural dans les pays en développement pour l'éradication de la pauvreté et du développement durable. Discours de Mme Noeleen Heyzer, Directrice exécutive de l'UNIFEM prononcé à l'occasion de la session informelle de dialogue économique et social en préparation pour le Segment de haut niveau de 2009 de l'ECOSOC, New York, 24 mars 2003

<sup>iv</sup> FAO, Les femmes et la sécurité alimentaire. <http://www.fao.org/focus/e/women/sustin-e.htm>

<sup>v</sup> Nations unies. Faits saillants sur la pauvreté: [http://www.unmillenniumproject.org/resources/fastfacts\\_e.htm](http://www.unmillenniumproject.org/resources/fastfacts_e.htm)

<sup>vi</sup> Blas, J. (2008) Une autre année de crise alimentaire menace, affirme la FAO. Financial Times, 6 novembre 2008

<sup>vii</sup> Banque mondiale (2009) nager à contre-courant. Banque mondiale, Washington DC

<sup>viii</sup> Source: recherche d'Oxfam sur l'évaluation initiale de l'impact de la crise économique mondiale sur les pays en développement

<sup>ix</sup> ODI (2009) La crise financière mondiale et les pays en développement. Avant-projet de synthèse des dix rapports par pays. Overseas Development Institute, Londres

<sup>x</sup> Banque mondiale (2009) La crise financière mondiale: évaluation de la vulnérabilité des femmes et des enfants. Banque mondiale, Washington DC